



RCS : GRENOBLE
Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 01027
Numéro SIREN : 513 391 516
Nom ou dénomination : 2ID

Ce dépôt a été enregistré le 04/05/2017 sous le numéro de dépôt A2017/004308

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... GRENoble



1300839

Dénomination : 2ID
Adresse : 1 rue Alfred de Musset 38100 Grenoble -FRANCE-
n° de gestion : 2009B01027
n° d'identification : 513 391 516
n° de dépôt : A2017/004308
Date du dépôt : 04/05/2017

Pièce : Décision du président du 30/03/2017



1300839

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

21 AVR. 2017

2ID

Sous le N° 4308

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €

Siège social : 1 rue Alfred de Musset – 38100 GRENOBLE

RCS GRENOBLE 513.391.516

**DECISION DU PRESIDENT
DU 30 MARS 2017 A 14H00**

**L'AN DEUX MIL DIX-SEPT
ET LE TRENTE MARS A 14H00**

Le Président, la Société FINANCIERE SAIN VIAL, prise en la personne de son représentant, M. Nicolas CUYNAT, a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de 390.000 euros décidée par décision du Président du 1^{er} mars 2017.

CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Président expose ce qui suit :

1. L'assemblée générale extraordinaire des associés du 1^{er} mars 2017 a décidé une augmentation du capital social de 390.000 euros pour le porter de 100.000 euros à 490.000 euros par l'émission de 3.900 actions nouvelles de 100 euros, à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.
Ces actions nouvelles devaient être émises au pair et en totalité lors de la souscription de 100 euros de nominal.
La souscription des 3.900 actions nouvelles était réservée par préférence aux associés qui pouvaient souscrire à titre irréductible à raison de 39 actions nouvelles pour 10 actions anciennes.

Les associés pouvaient également souscrire à titre réductible.

L'assemblée susvisée a également décidé, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, de modifier l'article « Capital social » des statuts.

2. Les formalités de publicité prévues par la réglementation en vigueur ont été effectuées dans les délais prévus.

~

3. Toutes les actions ayant été souscrites à titre irréductible et réductible, le délai de souscription a été clos le 13 mars 2017.

4. Les souscriptions ont été libérées en numéraire à concurrence de 119.000 euros par la Société IDEE ENTREPRISE et par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société à concurrence de 129.800 euros détenue par la Société FINANCIERE SAIN VIAL et de 141.200 euros détenue par la Société MARE NOSTRUM. Les fonds provenant des souscriptions en numéraire ont été déposée à la BANQUE POPULAIRE DES ALPES, Agence Entreprise Montbonnot, 445 rue Lavoisier – 38330 MONTBONNOT-SAINT-MARTIN, laquelle a délivré le 30 mars 2017 le Certificat du dépositaire prévu par la loi. Les libérations par compensation ont été constatées par un Certificat délivré le 30 mars 2017 par la Société AUDITEURS & CONSEILS ASSOCIES RHONE ALPES, Commissaire aux comptes titulaire de la Société, représentée par M. Philippe CREPS au vu de l'arrêté de comptes établi par la Société 2ID.

Puis le Président propose de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital et la modification corrélative des statuts.

Le Président adopte les décisions suivantes :

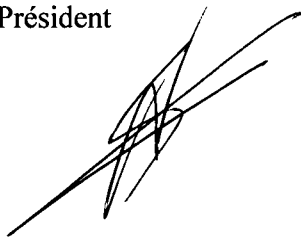
- Le Président au vu des pièces et documents présentés, constate la réalisation définitive à hauteur de 390.000 euros, le cas échéant de l'augmentation de capital de 390.000 euros décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} mars 2017.
- Le Président décide, en conséquence, sur autorisation de l'assemblée, de modifier, comme suit l'article «Capital social» des statuts relatif au capital social :

«ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE (490.000) euros. Il est divisé en 4.900 actions de 100 euros chacune et d'une seule catégorie, libérées en totalité lors de la souscription.»

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président et consigné au registre prévu par la loi.

Le Président



Enregistré à : SIE DE GRENOBLE-CHARTREUSE

Le 18/04/2017 Bordereau n°2017/362 Case n°15

Ext 2277

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Administrateur des finances publiques

Valérie CERF
Agent des Finances Publiques

DUPONT-LATA



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... GRENoble



1300840

Dénomination : 2ID
Adresse : 1 rue Alfred de Musset 38100 Grenoble -FRANCE-
n° de gestion : 2009B01027
n° d'identification : 513 391 516
n° de dépôt : A2017/004308
Date du dépôt : 04/05/2017

Pièce : Décision du président du 01/03/2017



1300840

TRIBUNAL DE COMMERCE
Déposé le :

21

7

2ID

Sous le N°

UBO8.....

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €

Siège social : 1 rue Alfred de Musset – 38100 GRENOBLE

RCS GRENOBLE 513.391.516

=====

**PROCES VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 01 MARS 2017 A 09H30**

**L'AN DEUX MIL DIX-SEPT
ET LE PREMIER MARS A 09H30**

Les actionnaires de la Société par actions simplifiée « 2ID », au capital de 100.000 €, se sont réunis au siège social de l'Agence **TRIDENTT**, 115 chemin de la Fauceille, 66100 PERPIGNAN, en assemblée générale extraordinaire sur la convocation faite conformément aux dispositions statutaires.

Il est dressé une feuille de présence qui est signée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Nicolas CUYNAT, en sa qualité de Président.

La Société AUDITEURS & CONSEILS ASSOCIES RHONE ALPES, Commissaire aux comptes titulaire est présente.

Le Président constate, d'après la feuille de présence certifiée exacte, que les actionnaires présents et représentés possèdent ensemble plus de la moitié des voix et que l'assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer en Assemblée Générale Extraordinaire.

Il rappelle ensuite que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant :

- Modification de l'article 24.1 alinéa 3 des statuts,
- Augmentation de capital de 390.000 euros et émission de 3.900 actions nouvelles à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances certaines liquides et exigibles détenues sur la société ; condition et modalités de l'émission,
- Pouvoirs au Président,
- Augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du Travail,
- Nomination d'un nouveau Président,

Handwritten signature

- Nomination d'un Directeur Général,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoir en vue des formalités.

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- 1°/ - Les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires et les récépissés postaux d'envoi recommandé,
- 2°/ - La copie et le récépissé postal de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes,
- 3°/ - La feuille de présence de l'assemblée,
- 4°/ - Les comptes annuels dressés à la date du 30 Novembre 2015,
- 5°/ - Le rapport du Président,
- 6°/ - Le rapport spécial du Commissaire aux comptes,
- 7°/ - Le texte des résolutions proposées,

Monsieur le Président déclare ensuite :

- que les formulaires de procuration adressés aux actionnaires par la Société étaient accompagnés des documents et comportaient les mentions prévues par les statuts
- et qu'en outre les documents et renseignements ci-après ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social depuis la convocation de l'Assemblée :
 - le projet de résolutions présentées par le Président
 - l'inventaire, le bilan, le compte de résultat et l'annexe au 30 Novembre 2015
 - le rapport du Président
 - le rapport spécial du Commissaire aux comptes

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Lecture est donnée du rapport du Président, du rapport spécial du Commissaire aux comptes, puis Monsieur le Président invite les actionnaires à prendre la parole.

Diverses observations sont échangées et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes,

Décide de ramener le délai de convocation à toute assemblée de 15 jours à 8 jours et de modifier l'article 24.1 alinéa 3 des statuts qui sera désormais rédigé :

« La convocation est effectuée huit jours avant la date de l'assemblée, par tous moyens, en mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour ».

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires ayant droit de vote, est adoptée à :
L'UNANIMITE.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Après avoir entendu la lecture du rapport du Président, du rapport du Commissaire aux comptes et constatant que le capital social se trouve entièrement libéré, le Président expose à l'Assemblée l'opportunité de contribuer à la reconstitution des capacités financières de la Société et de permettre la mise en œuvre d'un nouveau modèle économique, décide d'augmenter le capital de 390.000 euros, par émission de 3.900 actions nouvelles de 100 euros chacune.

Les actions nouvelles seront émises au pair.

Les actions nouvelles seront libérées en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Elles devront être libérées en totalité lors de la souscription.

Les actions nouvelles seront créées jouissance à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital et seront soumises à toutes les dispositions statutaires et assimilées aux actions anciennes.

Les associés disposent d'un droit de souscription à titre irréductible donnant le droit de souscrire à 39 actions nouvelles pour 10 actions anciennes.

Les associés feront leur affaire personnelle des rompus.

Les titulaires de droits de souscription bénéficieront en outre d'un droit de souscription à titre réductible. Les actions non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux titulaires de droits de souscription qui auront souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Les actions non souscrites pourront être réparties en totalité ou en partie par le Président au profit des personnes de son choix, sans qu'elles puissent être offertes au public.

Le Président pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies, sauf décision contraire de l'assemblée générale extraordinaire, à condition que celui-ci atteigne plus des trois quarts de l'augmentation de capital proposée ; il est, en conséquence, autorisé à modifier les statuts.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social du 06 mars 2017 au 13 mars 2017.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires ayant droit de vote, est adoptée à :
L'UNANIMITE.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Donne tous pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation de l'augmentation de capital, modifier, le cas échéant, les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater les libérations par compensation et généralement prendre toutes mesures permettant la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

En tant que de besoin, le Président est autorisé à modifier les statuts.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires ayant droit de vote, est adoptée à :
L'UNANIMITE.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Conformément à l'article L. 225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce, il est proposé à l'Assemblée Générale de réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires ayant droit de vote, est rejetée à :
L'UNANIMITE.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,



Décide de nommer la Société FINANCIERE SAIN VIAL, en qualité de nouveau Président de la Société, en remplacement de M. Nicolas CUYNAT, pour une durée illimitée à compter de ce jour :

La Société FINANCIERE SAIN VIAL, Société à responsabilité limitée au capital de 764.000 euros, dont le siège social est 1 rue Alfred de Musset – 38100 GRENOBLE, RCS GRENOBLE 529 307 514, représentée par son gérant M. Nicolas CUYNAT.

La Société FINANCIERE SAIN VIAL exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

M. Nicolas CUYNAT présent à l'Assemblée déclare, ès qualités de représentant de la Société FINANCIERE SAIN VIAL accepter le mandat de Président et n'être sous le coup d'aucune incapacité ou interdiction de nature à faire obstacle à sa nomination et à l'exercice de cette fonction.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires ayant droit de vote, est adoptée à :
L'UNANIMITE.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Décide de nommer la Société VIGNEMONT TOUS TRAVAUX, en qualité de Directeur Général de la Société, pour une durée illimitée à compter de ce jour :

La Société VIGNEMONT TOUS TRAVAUX, Société par actions simplifiée au capital de 221.567 euros, dont le siège social est 1 rue Alfred de Musset – 38100 GRENOBLE, RCS GRENOBLE 799 257 969, représentée par son Président M. Thierry DE VIGNEMONT.

La Société VIGNEMONT TOUS TRAVAUX exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

M. Thierry DE VIGNEMONT présent à l'Assemblée déclare, ès qualités de représentant de la Société VIGNEMONT TOUS TRAVAUX accepter le mandat de Directeur Général et n'être sous le coup d'aucune incapacité ou interdiction de nature à faire obstacle à sa nomination et à l'exercice de cette fonction.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires ayant droit de vote, est adoptée à :
L'UNANIMITE.



SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires ayant droit de vote, est adoptée à :
L'UNANIMITE.

CLOTURE

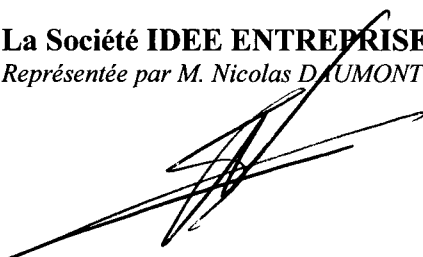
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président et tous les actionnaires présents ou représentés.

La Société MARE NOSTRUM
Représentée par M. Nicolas CUYNAT

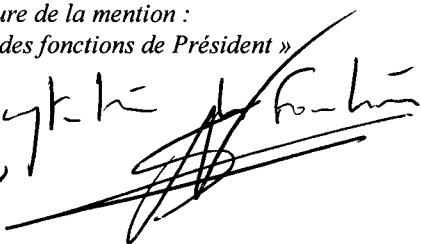


La Société IDEE ENTREPRISE
Représentée par M. Nicolas DAUMONT



La Société FINANCIER SAIN VIAL
Représentée par M. Nicolas CUYNAT
Es qualités de Président et actionnaire
Faire précéder la signature de la mention :
« Bon pour acceptation des fonctions de Président »

Bon pour acceptation des fonctions
de Président




La Société CPC ENTREPRISES
Représentée par M. Antoine BERNARD

Absent

La Société VIGNEMONT TOUS TRAVAUX
Représentée par M. Thierry DE VIGNEMONT
Es qualités de Directeur général
Faire précéder la signature de la mention :
« Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général »

Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... GRENoble



1300841

Dénomination : 2ID
Adresse : 1 rue Alfred de Musset 38100 Grenoble -FRANCE-
n° de gestion : 2009B01027
n° d'identification : 513 391 516
n° de dépôt : A2017/004308
Date du dépôt : 04/05/2017

Pièce : Décision du président du 01/03/2017



1300841

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

21 AVR. 2017

2ID

Sous le N° 4308

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €

Siège social : 1 rue Alfred de Musset – 38100 GRENOBLE

RCS GRENOBLE 513.391.516

**DECISION DU PRESIDENT
DU 1^{er} MARS 2017 A 14H00**

**L'AN DEUX MIL DIX-SEPT
ET LE PREMIER MARS A 14H00**

Le Président, la Société FINANCIERE SAIN VIAL, prise en la personne de son représentant M. Nicolas CUYNAT, a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Augmentation du capital social en numéraire,
- Augmentation du capital social au profit des salariés,

Le Président expose que l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} mars 2017 a octroyé au Président une délégation de pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, une augmentation de capital d'un montant maximum de 390.000 euros réalisée par l'émission de 3.900 actions nouvelles de 100 euros, à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Le Président expose ensuite qu'il lui paraît opportun d'user de cette délégation et de décider une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 390.000 euros par l'émission de 3.900 actions nouvelles de 100 euros à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société et qui serait réalisée dans les conditions suivantes, conformément à l'autorisation de l'assemblée :

Les actions nouvelles seront émises au pair.

Les actions nouvelles seront libérées en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Elles devront être libérées en totalité à la souscription.

Les associés pourront renoncer à titre individuel à leur droit de souscription dans les conditions prévues par la loi. Si cette renonciation est effectuée au profit de personnes dénommées, elle doit être faite dans les conditions et sous les réserves prévues aux statuts pour les cessions d'actions.

~

Les titulaires de droit de souscription pourront souscrire à titre irréductible à 39 actions nouvelles pour 10 droits de souscription.

Les associés feront leur affaire personnelle des rompus.

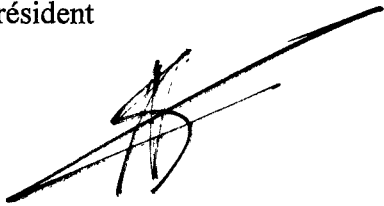
Ainsi que l'assemblée l'a décidé, les titulaires de droits de souscription aux titres de capital nouveaux à émettre bénéficieront en outre d'un droit de souscription à titre réductible.

Il appartiendra au Président ainsi que l'assemblée l'y a autorisé, de répartir en totalité ou en partie les actions non souscrites au profit des personnes de son choix, sans qu'elles puissent être offertes au public ou de réduire le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne plus des trois quarts de l'augmentation de capital.

Conformément à la décision de l'assemblée, l'augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés de la Société adhérent au plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail a été rejetée.

De tout ce qui a été prévu ci-dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président et consigné au registre prévu par la loi.

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping strokes, positioned below the text 'Le Président'.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
.....
GRENOBLE



1300838

Dénomination : 2ID
Adresse : 1 rue Alfred de Musset 38100 Grenoble -FRANCE-
n° de gestion : 2009B01027
n° d'identification : 513 391 516
n° de dépôt : A2017/004308
Date du dépôt : 04/05/2017

Pièce : Statuts mis à jour



1300838

TRIBUNAL de COMMERCE
de GRENOBLE

21 AVR. 2017

Sous le N° 4308

2ID

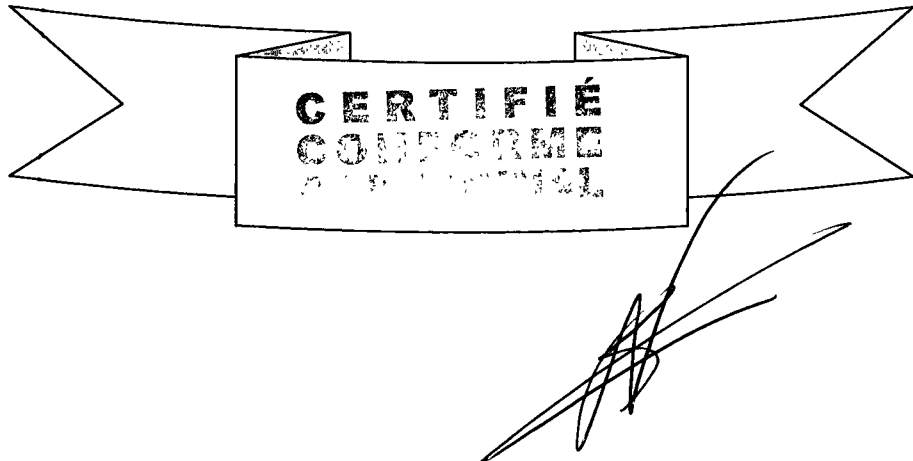
Société par actions simplifiée au capital de 490.000 €

Siège social : 1 rue Alfred de Musset – 38100 GRENOBLE

RCS GRENOBLE 513.391.516

STATUTS

MIS A JOUR LE 30 MARS 2017



Article 1 - FORME

La société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les lois subséquentes qui pourraient les modifier et par les présents statuts, statuts dans lesquels les articles L.210-1 et suivants du code de commerce et le décret 67-236 du 23 mars 1967 sont dénommés « la loi » et « le décret ».

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prise de participations sous une forme quelconque, dans toutes entreprises ou société immobilière ou commerciales ;
- La gestion de portefeuille de valeurs mobilières ;
- La prestation de services, le conseil et l'assistance dans les domaines suivants :
 - . Assistance à la Direction, au management à la comptabilité et à la communication.
- La participation de la société, par tous moyens, dans toutes opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement.
- Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : 2ID

AP MC

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'indication du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : **GRENOBLE (Isère) 1, rue Alfred de Musset.**

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision collective des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 (QUATRE VINGT DIX NEUF) années à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Toute décision de prorogation de cette durée sera prise par décision collective des associés dans les conditions de quorum et de majorité prévues par les présents statuts.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} décembre de chaque année et se termine le 30 novembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice débutera à la date d'immatriculation de la société et prendra fin le 30 novembre 2010.

Article 7 - APPORTS

Il est fait apport en numéraire d'une somme de 100 000 € (CENT MILLE EUROS) correspondant à la souscription de 1 000 actions de 100 € de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées ainsi qu'en atteste le certificat du dépositaire établi par la SOCIETE GENERALE, AGENCE JEAN JAURES sis à Grenoble (Isère) 1, rue Jean Prévoist au nom de la société en formation.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE (490.000) euros. Il est divisé en 4.900 actions de 100 euros chacune et d'une seule catégorie, libérées en totalité lors de la souscription.

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social, conformément aux dispositions légales et aux stipulations des présentes statuts.

Les actions nouvelles sont libérées soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides, certaines et exigibles, sur la société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission.

Article 9 - COMPTES COURANTS

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévu par la loi.

Article 10 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées soit en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit par apports en nature, soit encore par conversion d'obligations.

La décision d'augmentation de capital est prise dans les conditions prévues par la loi, par décision unilatérale de l'actionnaire unique ou par décision collective.

Le président pourra recevoir délégation des pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les délais prévus par la loi, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions recueillies, dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservée aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et les associés peuvent par décision collective décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent par décision collective décider ou autoriser le président à réaliser une réduction du capital social.

Article 11 - LIBERATION DES ACTIONS

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription à la constitution et du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription en cas d'augmentation de capital, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le président dans un délai maximum de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, en cas de constitution, ou du jour où cette opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

Article 12 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la société ou par un mandataire désigné à cet effet, ou par un intermédiaire habilité.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte. Les attestations d'inscription en compte seront signées par le président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du président à cet effet.

Article 13 - CESSIION – DROIT DE PREEMPTION - AGREMENT

A – CESSIION – DROIT DE PREEMPTION

1 – Toutes cessions ou transmissions à titre gratuit ou onéreux au profit du conjoint, ascendant, descendant d'un associé ou du cédant, de tiers étrangers à la société, entre associés, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle du patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique et qu'elles portent sur la seule nue-propriété ou sur le seul usufruit, sont soumises au respect du droit de préemption ci-après, et, le cas échéant, de la procédure d'agrément prévue au paragraphe B ci-après, sauf application de l'article 15 paragraphe 2 des présents statuts.

2 – Dans l'hypothèse où l'un quelconque des associés de la société souhaiterait se séparer de tout ou partie de sa participation au capital de la société, les autres associés bénéficieront à titre irréductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation au sein du capital social.

3 – En outre, au cas où l'un ou plusieurs des associés de la société n'exerceraient pas le droit de préemption à titre irréductible ou ne l'exerceraient que partiellement, les autres associés bénéficieront à titre réductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation respective après exercice de leur droit de préemption à titre irréductible.

4 – Dans l'hypothèse où les droits de préemption prévus au présent article seraient exercés, le prix de chaque action sera identique aux conditions obtenues par le cédant de la part d'un acquéreur de bonne foi.

5 – De façon à permettre la bonne exécution des dispositions du présent article, l'associé qui souhaiterait céder ses actions devra notifier au président de la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la cession projetée en indiquant :

- l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime ;

- le prix et les conditions de la cession.

Dans les huit jours de cette notification, le président de la société notifiera par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le projet de cession à tous les associés autres que le cédant.

A compter de la réception de ladite lettre, chacun des associés de la société non-cédant devra faire connaître sa décision d'acquiescer dans les deux mois. En outre, et pour permettre, le cas échéant, la bonne exécution des dispositions du § 3 ci-dessus, la cession par le cédant ne pourra être réalisée avant un délai supplémentaire d'un mois accordé pour l'exercice des droits de souscription à titre réductible visés au § 3 ci-dessus.

Les associés de la société s'engagent à se communiquer la totalité des correspondances qu'ils pourront échanger dans le cadre des dispositions du présent article.

6 - Dans l'hypothèse où l'exercice des droits de préemption mentionnés au présent article n'aurait pas permis l'acquisition de la totalité des actions mises en vente par l'associé cédant, alors si bon semble audit associé, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés, et sous réserve de l'agrément éventuellement requis au paragraphe B ci-après, l'associé cédant sera libre de procéder à la vente de ses actions au cessionnaire proposé mentionné dans la notification.

L'associé cédant aura toutefois le droit de réclamer le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre d'actions pour lequel il aura été notifié et de procéder à la cession du solde des actions, conformément aux dispositions du présent article.

B - AGREMENT

1 - Les cessions d'actions sont libres entre associés.

2 - En cas de pluralité d'associés, toutes cessions ou transmissions à titre gratuit ou onéreux au profit du conjoint, ascendant, descendant d'un associé ou du cédant, de tiers étrangers à la société, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle du patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique et qu'elles portent sur la seule nue-propriété ou sur le seul usufruit, doivent pour devenir définitives, être agréées par l'assemblée générale des associés dans les conditions ci-après :

A cet effet, l'associé cédant notifie la cession ou la mutation projetée à la société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, adresse et nationalité du ou des cessionnaires proposés, le nombre d'actions dont la cession ou la mutation est envisagée, ainsi que le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux, ou l'estimation du prix des actions en cas de donation.

Dans les quinze jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, le président doit réunir l'assemblée générale des associés à l'effet de statuer sur l'agrément sollicité. Le président doit notifier la décision prise par l'assemblée au cédant par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les trois mois qui suivent la notification de la demande d'agrément.

Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. La décision prise par l'assemblée n'a pas à être motivée, et en cas de refus, elle ne peut donner lieu à aucune réclamation.

Si le ou les cessionnaires proposés sont agréés, le transfert est régularisé au profit du ou des cessionnaires proposés sur présentation des pièces justificatives, lesquelles devront être remises dans le mois qui suit la notification de la décision de l'assemblée, faute de quoi un nouvel agrément serait nécessaire.

3 - En cas de refus d'agrément du ou des cessionnaires proposés, le cédant dispose d'un délai de huit jours à compter de la notification du refus, pour faire connaître au président, par lettre

recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, qu'il renonce à son projet.

Si le demandeur n'a pas renoncé expressément à son projet, dans les conditions prévues ci-dessus, le président est tenu, dans le délai de quinze jours suivant la notification de la décision, de notifier aux autres associés, individuellement et par lettre recommandée, le nombre d'actions à céder ainsi que le prix proposé.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours pour se porter acquéreurs desdites actions.

En cas de demandes excédant le nombre d'actions offertes, il est procédé par le président à une répartition des actions entre lesdits demandeurs proportionnellement à leur part dans le capital social et dans la limite de leurs demandes. Si les associés laissent expirer les délais prévus pour les réponses sans user de leur droit de préemption ou si, après l'exercice de ce droit, il reste encore des actions disponibles, le président peut les proposer à un ou plusieurs acquéreurs de son choix.

4 - A défaut d'accord, le prix des actions est déterminé par un expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du président.

Les frais d'expertise seront supportés par moitié par l'associé cédant, moitié par les acquéreurs des actions au prix fixé par expert.

Sauf accord contraire, le prix des actions préemptées est payable comptant.

5 - La société pourra également, avec le consentement de l'associé cédant, racheter les actions en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

6 - La transmission des droits d'attribution d'actions gratuites est soumise aux mêmes conditions que celle des droits de souscription.

7 - Les dispositions du présent article relatif à l'agrément du cessionnaire d'actions seront applicables à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société.

Article 14 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions, effectuées en violation de l'article 13 ci-dessus sont nulles.

Article 15 – SORTIE CONJOINTE – ENGAGEMENT DE CESSION

1 – Clause de sortie conjointe :

Au cas où un associé ou un groupe d'associés détenant seul ou ensemble plus de 50 % des actions formant le capital de la société envisagerait de céder sa participation dans la société à un tiers, comme en cas de réalisation projetée de toute opération financière, et notamment de toute fusion, absorption, augmentation ou réduction de capital ayant pour effet de réduire sa participation, celui-ci s'engage à permettre également aux autres associés, si ces derniers le souhaitent, de céder leur propre participation dans la société à un tiers, dont l'associé cédant se portera solidairement garant.

Le projet de cession ou de toute opération ci-dessus mentionnée, devra être notifié aux autres associés, bénéficiaires de la clause de sortie conjointe, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 30 jours au moins avant la date prévue pour la réalisation, afin de leur permettre, le cas échéant, l'exercice de la faculté de sortie qui lui est conférée aux termes des présentes.

Cette notification devra préciser la nature de l'opération projetée, le nombre de titres concernés par celle-ci, leur prix ou leur valeur, telle que retenue dans le cadre de ladite opération, les conditions de paiement, l'identité précise et l'adresse des bénéficiaires de celle-ci et des personnes qui les contrôlent si nécessaire ainsi que toute autre condition ou modalité importante de la transaction.

Le projet de cession devra être notifié à l'associé bénéficiaire de la clause de sortie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 30 jours au moins avant la date prévue pour la réalisation, afin de lui permettre, le cas échéant, d'user de la faculté de sortie qui lui est conférée aux termes des présentes.

L'associé bénéficiaire de la clause de sortie conjointe disposera d'un délai de 30 jours, à compter de la réception de la notification prévue au paragraphe précédent, pour faire connaître ses intentions et préciser s'il entend se retirer de la société en usant de la faculté de sortie conjointe qui lui est ainsi conférée. A défaut, il sera réputé avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de cette faculté par l'associé bénéficiaire de la clause de sortie conjointe, l'associé débiteur de cette obligation ne pourra céder sa propre participation ou réaliser l'opération projetée qu'après que le bénéficiaire de la clause de sortie conjointe ait été mis en mesure d'exercer les droits qui lui sont conférés en vertu du présent article.

L'absence d'exercice de la faculté de se retirer, par l'associé bénéficiaire de la présente clause de sortie conjointe, alors que l'associé débiteur de l'obligation de proposer cette sortie conjointe aurait réduit sa participation majoritaire initiale dans la société, ne pourrait le priver de la possibilité d'exercer cette faculté à l'occasion d'un nouveau projet de cession ou d'une nouvelle opération financière ayant pour effet, immédiatement ou à terme, de réduire encore la participation de l'associé débiteur de l'obligation de proposer une sortie conjointe.

2 – Engagement de cession collectif des minoritaires :

Applicables en cas d'offre d'acquisition de 100 % des titres et prévalant sur tous autres droit de préemption, droit d'agrément et droit de retrait :

Au cas où interviendrait une offre d'acquisition de 100 % des titres de la société que des associés représentant au moins la moitié du capital social souhaiteraient accepter, les autres associés s'engagent au vu de l'accord des associés représentant au moins la moitié du capital, et si les associés qui désirent vendre leur participation, en font la demande par écrit, à céder leurs titres audit tiers acquéreur aux conditions de prix offertes par ce dernier dans la mesure où cette cession serait exigée par écrit par l'acquéreur comme une condition sine qua non de son offre.

3 - Conditions de la cession :

En cas d'exercice de la faculté de sortie prévue au 1 et 2 du présent article, le prix de cession et les conditions de paiement seront identiques à celui et celles proposés, dans la transaction principale, pour des actions de même nature que celles faisant l'objet de l'opération projetée ou seront le prix et les conditions de paiement convenus d'un commun accord pour des actions d'une autre nature.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix de cession, celui-ci sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

L'expert désigné devra procéder à la fixation définitive du prix de cession dans un délai maximum de 30 jours à compter de sa désignation. Sa décision sera définitive et liera les parties.

Le rachat devra être effectué dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification adressée par le bénéficiaire de la clause de sortie ou, en cas de recours à une expertise en vue de la détermination du prix de rachat, à compter de la fixation définitive du prix.

Article 16- CLAUSE D'EXCLUSION

Est exclu de plein droit tout associé personne morale faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- Changement de contrôle d'une société, personne morale, associée ;
- Départ à la retraite d'un associé ;
- Cession par un associé des participations détenues dans une société du groupe.

L'exclusion d'un associé est décidée par l'assemblée générale des associés statuant à la majorité de 70 % des actions formant le capital.

L'associé dont l'exclusion est soumise à l'assemblée prend part au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- Information de l'associé concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale.

Cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles.

- Information identique de tous les autres associés ;

- Lors de l'assemblée générale, l'associé dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir à ses frais la présence d'un huissier de justice ; Il pourra présenter ses observations.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 30 jours à compter de l'exclusion aux autres associés au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties; à défaut ce prix sera fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-3 du code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres.

Article 17 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - USUFRUIT

1 – Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 – Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier. Le nu-propiétaire a le droit de participer à l'assemblée.

Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective qui serait prise après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Article 18 - DROIT ET OBLIGATION ATTACHES AUX ACTIONS

1 – Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 – Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives.

3 – Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions collectives.

4 – Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Article 19 - PRESIDENCE

1 – La société est dirigée et administrée par un président personne morale ou personne physique.

Le président est nommé pour une durée déterminée ou non, par décision collective des associés prise à la majorité des voix. La décision nommant le président fixe la durée de son mandat et les modalités de sa rémunération.

Le mandat du président est renouvelable par décision collective des associés prise à la majorité des voix.

2 – Les fonctions du président cessent par l'arrivée du terme du mandat, le cas échéant, par sa démission, par une décision collective des associés prise à la majorité des voix dans les conditions prévues à l'article 25-4, à laquelle le président, s'il est associé, participe, par sa mise en redressement ou liquidation judiciaire ou liquidation amiable.

3 – Les dirigeants de la personne morale exerçant les fonctions de président sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

4 – Les délégués du comité d'entreprise exercent auprès du président les droits qui leur sont attribués par la loi.

Article 20 – POUVOIRS DU PRESIDENT

1 – Le président assume sous sa responsabilité la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers et dispose à cet effet des pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2 – Le président peut substituer partiellement dans ses pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'il avisera.

3 – La limite d'âge est fixée à 70 ans accomplis pour l'exercice des fonctions de président, les fonctions de l'intéressé prenant fin à l'issue de la première décision collective statuant sur les comptes de l'exercice clos, suivant la date de son anniversaire.

Article 21 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX

1 – Sur proposition du président, les associés peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personne morale ou personne physique ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la société.

Le (ou les) Directeur(s) Général(aux) est (sont) nommé(s) pour une durée déterminée ou non, par décision collective des associés prise à la majorité des voix. La décision nommant le directeur général fixe la durée de son mandat et les modalités de sa rémunération.

Le mandat du (ou des) Directeur(s) Général(aux) est renouvelable par décision collective des associés prise à la majorité des voix.

Le directeur général peut ou non être associé, ou s'il s'agit d'une personne physique salarié de la société.

2 – Les fonctions du directeur général cessent par l'arrivée du terme du mandat, le cas échéant, par sa démission, par son remplacement par une décision collective des associés prise à la majorité des voix, à laquelle le directeur général, s'il est associé, ne participe pas, par sa mise en redressement ou liquidation judiciaire ou liquidation amiable.

3 – Le directeur général représente la société à l'égard des tiers. L'étendue de ses pouvoirs est fixée par la collectivité des associés.

4 – Les dirigeants de la personne morale exerçant les fonctions de directeur général sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient directeur général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

5 – Le directeur général peut déléguer, sous sa responsabilité et dans la limite de ses attributions, des pouvoirs à tout mandataire de son choix, et en particulier à tout salarié de la société assurant les fonctions de directeur général personne morale

6 – En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

7 – La limite d'âge est fixée à 70 ans accomplis pour l'exercice des fonctions de directeur général, les fonctions de l'intéressé prenant fin à l'issue de la première assemblée générale ordinaire annuelle suivant la date de son anniversaire.

Article 22 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

1 – Il est interdit aux présidents autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants permanents des personnes morales président. Elle s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes ainsi visées ainsi qu'à toute personne interposée.

2 – A l'exception des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, toute convention intervenant entre la société et son président ou un des associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % du capital, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée est soumise à la procédure d'approbation prévue par la loi.

3 – Les commissaires aux comptes doivent établir un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice.

4 – Le défaut de rapport du commissaire aux comptes comme le refus d'approbation par eux de la convention est sans conséquences pour cette convention qui produit néanmoins ses effets, à charge pour le président d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Article 24 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

- Décisions collectives :

Les décisions collectives sont prises par consultations écrites, en assemblées, ou résultent du consentement unanime des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

Tous moyens de communication, notamment vidéotransmission, télex, télécopies, peuvent être utilisés pour les consultations écrites.

- Assemblées générales :

1 – Les assemblées générales sont convoquées par le président ou à défaut, par le commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet ou en cas de carence par tout associé.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée, par tous moyens, en mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour.

Toutefois, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Lorsque l'assemblée n'a pu valablement délibérer à défaut de réunir le quorum requis la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée.

2 – L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

3 – Tout associé, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance sur justification de l'inscription de ses actions dans les comptes de la société cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

4 – Une feuille de présence contenant les indications prévues par la loi est établie lors de chaque assemblée.

5 – Les assemblées sont présidées par le président. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux associés présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

Les procès-verbaux de délibérations sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

- En cas de consultation par correspondance

Le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés, leurs sont adressés par tous moyens.

Les associés disposent d'un délai de 10 jours à compter de la date de réception pour faire connaître leur décision, à défaut de réponse, ils seront considérés comme s'étant abstenus.

Article 25– DECISIONS COLLECTIVES : QUORUM - VOTE

Les décisions prises ci-après font l'objet d'une décision collective des associés dans les conditions suivantes :

1 - Décisions prises à l'unanimité :

Toute décision requérant l'unanimité en application de l'article L.227-19 du code de commerce.

2- Décisions prises à la majorité simple :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation des commissaires aux comptes ;
- rémunération du président ou du directeur général ;
- transfert du siège social ;
- dissolution et liquidation de la société ;
- augmentation et réduction du capital ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- modification de la date de clôture de l'exercice social ;
- prorogation de la durée de la société ;
- continuation malgré les pertes ;
- agrément des associés ;
- nomination et révocation du président et du directeur général ;
- refus de distribuer ou limitation du montant du résultat distribué ;

Toute modification statutaire ne relevant pas de l'article L.227-19 du code de commerce.

3- Décisions prises à la majorité de 70 % :

- Exclusion d'un associé.

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires reçus par la société dans le délai prévu au paragraphe 3 de l'article précédent.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Article 26- COMPTES ANNUELS

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales. Il dresse les comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Article 27 - AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour doter le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

La perte de l'exercice est inscrite au report à nouveau à l'effet d'être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à son apurement complet.

Article 28 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont déterminées par la collectivité des associés ou à défaut par le président.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes sur dividendes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

Article 29 - PERTE DES CAPITAUX PROPRES

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, d'interroger la collectivité des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L.224-2 du code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Article 30 - LIQUIDATION

1 – Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation amiable de la société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles L.237-14 à L.237-20 du code de commerce sur les sociétés commerciales ne seront pas applicables.

2 – La collectivité des associés, dans les conditions de l'article 25-3 des présents statuts, nomme, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions du président et du directeur général et, sauf décision contraire de l'assemblée, à celles des commissaires aux comptes.

La collectivité des associés peut toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

3 – Les liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Les sommes revenant à des associés ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versées à la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4 – Au cours de la liquidation, la collectivité des associés est consultée aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L.237-23 du code de commerce.

La collectivité des associés est valablement convoquée par un liquidateur ou par des associés représentant au moins le dixième du capital social.

Les assemblées sont présidées par l'un des liquidateurs ou, en son absence, par l'associé disposant du plus grand nombre de voix. Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

5 – En fin de liquidation, la collectivité des associés statue sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Elle constate, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer la collectivité des associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si la collectivité des associés amenée à statuer sur la clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

6 – Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

7 – Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la société entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil.

Article 31 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, feront l'objet, avant d'être soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun, d'une tentative de conciliation auprès d'un conciliateur désigné par les parties.